

Histoire

LES SOCIALISTES ET LE TOUR DE FRANCE, UNE RELATION AMBIGUË

Fabien Conord

07/07/2017

Le 1er juillet 2017 s'est élancé le 104e Tour de France, une compétition cycliste prestigieuse dont l'historien Fabien Conord a retracé voilà quelques années la destinée centenaire. Il revient ici sur les rapports ambivalents des socialistes à cette course et, plus largement, analyse avec une dimension historique ce qu'ils révèlent de leur regard sur la société.

Le Tour de France et l'unification des socialistes français au sein de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) sont pratiquement contemporains, puisque le premier est né en 1903, alors que la seconde s'est produite en 1905. Un siècle plus tard, les deux institutions connaissent un destin contrasté : à la déroute du Parti socialiste lors des scrutins qui ont lieu depuis le début du quinquennat de François Hollande, clos par l'élimination du candidat PS à l'élection présidentielle et l'effondrement du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, s'oppose la bonne santé d'une épreuve sportive qui a pourtant traversé des tourmentes provoquées notamment par la révélation de scandales liés au dopage à la fin du XX^e siècle. Mettre en parallèle la destinée d'une course et d'un parti peut sembler un exercice vain ou futile : il révèle néanmoins plus qu'il n'y paraît de prime abord sur le rapport des socialistes à la société, dans des dimensions aussi diverses que le regard qu'ils portent sur l'économie du sport, sur des valeurs telles que l'effort ou encore sur leur appréhension du divertissement. Cette histoire centenaire est évidemment marquée par des discontinuités mais illustre plusieurs permanences, qu'il convient de mettre en lumière, avant de mesurer l'ampleur de la rupture opérée sous la V^e République.

La défense des coureurs

Les socialistes qui écrivent sur le Tour de France se montrent le plus souvent soucieux des conditions de vie et de travail des coureurs. Pierre Marie, principal chroniqueur sportif de la SFIO, dresse le bilan du Tour de France 1935 en estimant qu'il « laissera sans doute un pénible souvenir à tous ceux qui, sans parti pris, en ont suivi les péripéties ». Il relève les 50% d'abandon, « de nombreuses blessures, dont certaines très graves, un mort ». En 1936, un article fustige les difficultés soulevées par le passage des montagnes :

« On sait que l’an dernier, M. Desgrange, estimant que les chaînes de ses forçats n’étaient pas assez lourdes, avait fait rentrer dans le programme les géants pyrénéens. Cette année il a rétabli l’étape à Briançon, uniquement pour faire passer la course par le col d’Isoard [sic]. Avec le Vars et Allos, ça fait trois rudes morceaux à avaler. Ça fait même beaucoup trop. Quand on a une route carrossable à côté d’une voie de montagne littéralement défoncée au pourcentage de montée terrifiant (j’emploie la propre expression du ‘grand jaune’); quand la route carrossable comporte des cols aux altitudes de 1 240 mètres comme le col Saint-Jean, de 1 347 mètres comme le col Maure sans compter quelques côtes de moindre importance qui peuvent parfaitement départager les coureurs, bons, médiocres ou mauvais grimpeurs; quand a tout cela et qu’on s’ingénie à tirer des machines humaines tout ce qu’elles peuvent donner sans encourir des graves conséquences de l’effort poussé au-delà des limites raisonnables, il ne s’agit plus de sport : ça devient du sadisme, de la cruauté”.

Cet attachement aux hommes s’inscrit dans une perspective marxiste. En 1936, Pierre Marie qualifie Henri Desgrange de « dictateur du Tour » et Albert Lamboray souligne « l’énorme différence qui existe entre exploiters et exploités, entre organisateurs et coureurs ». Il propose une vision alternative de l’épreuve :

« Tour de France cycliste ? D’accord. Mais épreuve sportive et non commerciale. Épreuve humanisée. Épreuve ouverte. Épreuve exempte de combines. Suppression des domestiques. Nivelage entre les as et les touristes routiers. À tous les mêmes droits, les mêmes possibilités et les mêmes devoirs : faire, avant tout, du Sport – avec une majuscule ! – et surtout, contrôle rigoureux et aménagement humain des étapes”.

En 1947, *Le Populaire de Paris* « adopte les guignards du Tour » en accordant une prime aux coureurs les plus malchanceux. La rédaction déclare le faire « dans un geste humanitaire » et annonce qu’elle accordera 5 000 francs aux coureurs concernés. Mettre l’accent sur les décrochés plutôt que sur les vainqueurs témoigne d’un choix politique à contre-courant de la compétition. Un quart de siècle plus tard, après la double disparition – presque simultanée – du Tour de France par équipes nationales et de la SFIO, un militant socialiste, Charles-André Chaumont, propose dans le périodique du PS *L’Unité* un article intitulé « La Grande Boucle, société de classes », qui porte sur les conditions de travail et de rémunération des coureurs, pour en souligner la faiblesse : « Pour un Bobet, un Anquetil ou un Poulidor pour qui le vélo fut un instrument de réussite sociale, combien de travailleurs au rabais terminant le Tour avec 500 ou 1 000 F en poche ? ». L’auteur pointe la différence entre le « Pdg du type Merckx » et « l’OS qui lui apporte aide, secours et assistance. Il insiste : « cette épreuve-reine est une société de classes » et observe que « cela ne se mesure pas qu’au travail effectué, à l’argent reçu ou à la place accordée par les journaux » : « il y a l’hôtel, plus

ou moins loin, plus ou moins confortable, la bouteille de Vittel que l'on paye ou non ». En 1983 encore, un militant socialiste évoque dans le même journal les « bagnards de l'endurance », écrivant que « le cyclisme est un sport de souffrance, très hiérarchisé avec ses chefs et ses sous-fifres dévoués, et un sport qui paye bien mal son homme lorsque celui-ci n'est pas une vedette ». La continuité entre SFIO et PS en la matière est donc visible de l'entre-deux-guerres au premier septennat de François Mitterrand. Il en va pratiquement de même pour la dénonciation du sport spectacle.

La dénonciation du sport spectacle

En 1904, *L'Humanité* signale l'arrivée à venir du Tour de France et vante le « programme attrayant » élaboré pour l'occasion, mêlant courses sur piste et fin de l'épreuve sur route. Le journal socialiste consacre peu de place au Tour de France durant la Belle Époque mais son traitement est dénué d'hostilité. C'est toujours le cas en 1930, lorsque *Le Populaire de Paris* décide de couvrir l'épreuve en une durant toute l'édition qui voit la mise en place des équipes nationales et s'en justifie ainsi :

« Le 2 juillet prochain commence le Tour de France, la plus gigantesque épreuve cycliste *in the world*. *Le Populaire*, soucieux de satisfaire les milliers de sportifs qui sont au nombre de ses lecteurs, a décidé, malgré les frais que cela va entraîner, ce reportage d'un mois, de faire suivre la course par l'un de nos collaborateurs ».

En retour, le journal s'efforce de capitaliser sur la popularité de l'épreuve pour assurer sa publicité. Il montre ainsi une photographie de la section socialiste de Valenciennes, qui a apposé, lors du passage du Tour, une banderole recommandant la lecture du *Populaire de Paris*. Durant la décennie qui suit, un discours nettement plus hostile au Tour de France prend le relais, jusqu'aux années 1980. Pierre Marie vitupère en 1935 :

« L'argent, les affaires, n'est-ce pas toujours la vie du père du Tour ? Et si Zola avait connu M. Desgrange, il en eût fait certainement dans la grande fresque des Rougon-Macquart un des personnages principaux de l'épisode qui, précisément, a pour titre *L'Argent* ».

En 1936, l'accent est clairement mis sur la dimension commerciale de l'épreuve. Le journal évoque « la première étape du Tour publicitaire » puis termine sa couverture trois semaines plus tard par cette formule : « Le Tour publicitaire 1936 est mort. À bas le Tour publicitaire 1937 ! ». Albert Lamboray dénonce la compétition comme « une affaire commerciale montée de main de maître et dont l'animateur place le sport au second rang » ; il la qualifie de « course au bifteck » :

« Les buts en sont sinon immoraux, tout au moins antisportifs, mais elle passionne le gros public qui n'en voit que les phases attrayantes au sommet des cols, à la traversée des agglomérations et aux arrivées au sprint sur les vélodromes ou dans les principales artères des villes d'étape et qui ignore les ascensions accablantes, les 'coups de pompe' quand le train se fait plus vif, les descentes à tombeau ouvert, la 'poisse noire' qui s'acharne sur le même homme, la panne sèche alors que le camion-atelier est déjà passé, etc. ».

Il s'agace d'autant plus de « l'engouement des masses laborieuses » pour cette compétition, intérêt dont il rejette la responsabilité sur « la presse vénale parisienne » et « les journaux régionaux ». L'explication est un peu courte. André Nicole est plus lucide en 1948 : « La vie s'arrête. Le Tour passe ! » car « c'est l'éteignoir de toutes les petites misères, des tracasseries de la vie ». Le chroniqueur illustre d'ailleurs la variété des motivations, qui ne se limitent pas au sport : « on n'est d'ailleurs pas venu uniquement pour voir les coureurs mais pour voir le Tour de France. Pour être sûr de ne rien manquer de la revue, on vient prendre sa place de bonne heure, comme au théâtre ». Il souligne l'importance de la caravane qui, « à grand renfort de haut-parleurs », cherche à convaincre « que la crème 'machin' est sans égale » et « que si vous les aimez bien roulées – pas les belles filles, mais les cigarettes – vous n'avez qu'un seul papier à acheter... ». En 1950, Pierre Faure constate de même :

« En Corée la guerre a beau tonner, tuer.

En France la crise ministérielle a pu se prolonger, les multiples difficultés matérielles assaillir, ténasser chacun.

Rien n'empêche que des millions de gens, chez nous, en Belgique, en Hollande, au Luxembourg, en Suisse, en Italie, se passionnent pour le Tour de France.

Admirable ? Lamentable ? À chacun d'en juger, selon sa vérité personnelle... ».

Lors du congrès de la SFIO en juin 1957, Maurice Deixonne, qui s'exprime en tant que président des clubs Léo Lagrange, se montre sévère :

« En ce qui concerne le sport, c'est aujourd'hui, je crois, que part le tour de France. Quelle entreprise de sommeil va déferler sur tout le pays ! ah, le Président peut être tranquille, pendant un mois, l'attention du public va être attirée, galvanisée par une des épreuves les plus frelatées qui soient au monde ! ».

La présence du *Populaire de Paris* sur le Tour de France est d'ailleurs discutée à plusieurs reprises dans les instances du parti. Le 15 août 1947, un délégué de Seine-et-Oise, l'estime nécessaire :

« Je voudrais terminer en disant qu'en ce qui concerne par exemple, la propagande du *Populaire*, il est indispensable dans une tournée dans le Tour de France ; quand on pense que deux étapes du Tour de France ont été suivies par une simple moto, on a l'impression très nette que si avant le Tour de France on avait dit aux militants du Parti, il faut que le *Populaire* soit représenté comme les autres et qu'on ait lancé une souscription pour que le *Populaire* ait son car, sur un point précis, le Parti qui a toujours répondu présent pour défendre son journal aurait eu à cœur qu'il soit aussi bien représenté que tous les autres journaux. »

Lors du congrès suivant, le 1^{er} juillet 1948, René Naegelen considère « qu'il n'appartient pas au *Populaire*, journal d'opinion, d'organiser de grandes épreuves sportives qui coûtent excessivement cher » et ajoute :

« Je pense que nous avons autre chose à faire que de participer à cette caravane de publicité.

Le tour de France... Nous ne devons pas être indifférents à cette épreuve car c'est une épreuve très populaire. Nous devons la faire suivre par un journaliste mais nous n'avons rien à faire dans cette caravane publicitaire ».

Il déclare, comme un regret, le 2 juillet 1953 dans *Le Populaire-Dimanche* : « Il y a également un article sur le Tour de France – car il faut bien sacrifier à la mode saisonnière ». Ce regard condescendant est également celui de Jules Moch, qui s'exprime lors du congrès du 12 septembre 1958 :

« J'ai l'impression – est-ce mon âge qui me dicte cette remarque mélancolique – que les jeunes des années d'avant la première guerre pensaient moins au tour de France, aux sports professionnels, aux fantaisies comme celles d'aujourd'hui à Saint-Germain des Prés, et plus à l'intérêt général, à la vie de la nation, à l'avenir d'une République meilleure. Pouvons-nous faire renaître l'enthousiasme parmi les jeunes pour les nobles causes ? C'est encore un des aspects du problème ».

Là encore, cette critique du sport comme dérivatif aux problèmes sociaux et politiques est reprise par des militants du PS des années 1970. En 1972, il est possible de lire dans *L'Unité* qu'« il y aura encore samedi 130 dingues du vélo prêts à passer en revue 10 millions de spectateurs pendant trois semaines ». Dans son article déjà cité sur « La Grande Boucle, société de classes », Charles-André Chaumont écrit que, « profitant des congés et du goût des Français pour la mécanique, usant – abusant même – des *mass media*, l'épopée va à nouveau chanter. Les Français vont être écrasés par

le délire verbal et la multiplication des adjectifs". Selon lui, à l'origine de l'épreuve, « il ne s'agissait alors que de sport. Cela ne pouvait pas durer ». Il pointe le « le fric, le chauvinisme et parfois la drogue » qui ont entaché le Tour de France mais qui ont été placés au second plan car « il s'agissait de sauver bien autre chose qu'une épopée, beaucoup plus que des mots, des adjectifs, beaucoup plus que l'effort des coureurs » : « il fallait sauver une affaire ». Il en explicite les ressources, depuis « la perception de droits élevés pour la présence d'un ou plusieurs véhicules dans la caravane publicitaire, jusqu'à la taxation – entre 80 000 et 150 000 francs – exigée des municipalités des villes-étapes ou de repos". Les socialistes français affichent donc par-delà une relative continuité marquée par leur sollicitude envers les coureurs et leurs réticences devant le sport-spectacle. En matière d'usages politiques en revanche, leur attitude est sujette à plus de variations.

Un objet politique diversement apprivoisé

L'adoption de la formule des équipes nationales en 1930 et le contexte politique troublé des années qui suivent, à l'échelle nationale comme internationale, offrent la possibilité d'instrumentaliser le Tour de France. Cela est particulièrement visible dans *Le Populaire de Paris* en 1936, où la compétition prend des allures de randonnée antifasciste. Le journal socialiste, qui célèbre le Front populaire et le gouvernement dirigé par Léon Blum, en profite également pour médiatiser le rite du poing levé, qui, inspiré d'une pratique militaire, est passé au rang de geste militant via l'intermédiaire du parti communiste allemand, se développe alors dans toute l'Europe. En page une, pour rendre compte de la première étape Paris-Lille, il est écrit que « sur tout le parcours, la voiture du *Populaire* et nos camarades qui suivent le Tour ont été salués par les acclamations enthousiastes des travailleurs qui saluaient le poing levé », et le corps de l'article mentionne que « des poings se dressent pour le salut rouge ». Toujours dans le Nord,

« nous allons entrer dans Maubeuge. Nous apercevons de loin une immense pancarte. En ralentissant au passage, nous déchiffrons : 'Les travailleurs en lutte saluent leurs frères ouvriers de la route.' Dès qu'on nous voit, les poings se dressent et *L'Internationale* retentit. Des cris fusent : 'Vive le *Populaire* !'".

Même dans les Alpes-Maritimes, « dans ce département où il y a seulement un an, les Croix de feu tenaient le haut du pavé, nous ne rencontrons plus que des forêts de poings levés pour le salut rouge et nous n'entendons plus qu'une ovation qui se prolonge d'un bout à l'autre de la double haie de spectateurs qui borde la route". Lors de l'arrivée en région parisienne,

« *Le Populaire* recueille des acclamations vibrantes, des applaudissements nourris. Au-dessus de la double haie ininterrompue entre laquelle nous passons, les poings nous

saluent. Les sifflets de quelques îlots fascistes sont rapidement couverts et les Croix de feu, JP et autres factieux n'insistent pas. Des camarades nous offrent des fleurs. À Vélizy, la municipalité socialiste nous remettra une superbe gerbe de glaïeuls".

L'organe de la SFIO s'inscrit par ce geste explicite dans un combat contre le fascisme ou ses représentants supposés en France. Le Tour 1936 est aussi l'occasion d'un salut à l'Espagne républicaine, qui s'exprime notamment lors du passage de l'épreuve en Espagne pendant l'étape Perpignan-Luchon. Les suiveurs socialistes effectuent une visite auprès des républicains espagnols en lutte. Le récit vaut d'être cité en entier :

« Après avoir décliné notre identité, nous pûmes aller, escortés par des gardes ouvriers armés de fusils de chasse, jusqu'au village où siège en permanence un comité composé de membres de la CNT, de la GT et de la FAI.

Le temps de serrer la main à nos camarades en lutte pour défendre leurs libertés et de constater que, contrairement aux récits mensongers d'une certaine presse, aucune déprédation, aucune violence n'ont été commises dans le village, et nous nous disposons à repartir.

Nous avisons le couvent des Carmélites qui se dresse sur une hauteur. À nos questions nos camarades répondent qu'ils ont, comme dans tout le pays où églises, cloîtres, séminaires, abbayes, etc., recèlent les dépôts d'armes et de munitions des monarchistes, fait évacuer l'établissement religieux. Les carmélites ont trouvé asile chez l'habitant. Nous en avons vu une qui déjà avait appris la coquetterie et se réjouissait du changement de régime".

La vision livrée par *Le Populaire de Paris* de l'Espagne républicaine est enthousiaste, voire angélique. En effet, les persécutions religieuses, certes motivées par l'engagement de l'Église catholique aux côtés du conservatisme, ne peuvent être niées : 6 000 membres du clergé sont exécutés durant la guerre d'Espagne. Durant l'après-guerre, l'heure ne semble plus aux usages politiques du Tour par les socialistes français. Le 5 juillet 1946, Robert Verdier regrette au contraire lors du conseil national de la SFIO que *L'Humanité* « arrive à donner un caractère politique » au Tour de France, « en tressant des couronnes à Vietto sympathisant ou militant communiste ». L'année suivante pourtant, Albert de Wetter propose aux lecteurs du *Populaire de Paris* de voir en « René Vietto, l'âme de la résistance française »... La tentative demeure toutefois sans lendemain et, à la différence de *L'Humanité*, qui mobilise ses meilleures plumes et enrôle d'illustres consultants, la presse socialiste, il est vrai de plus en plus anémiée, se contente du service minimum en matière de couverture de l'épreuve. Il faut attendre l'arrivée à l'Élysée de François Mitterrand pour que des leaders socialistes s'efforcent de capter une part de la popularité du Tour de France, épreuve devenue au fil du siècle une part intégrante du patrimoine national.

En juillet 1985, François Mitterrand se mêle à la foule dans une étape qui traverse le département de l'Isère et applaudit le passage des coureurs. Cette proximité plaît au public et les journalistes rapportent avoir entendu « on peut mourir tranquille on l'a vu ». Interviewé par Gérard Holtz, le président de la République convoque ses souvenirs d'adolescent qui allait voir le Tour de France dans le Nord où il passait ses vacances et cite le nom des champions de l'entre-deux-guerres, les frères Pélissier ou André Leducq. François Mitterrand exalte volontiers la valeur des coureurs, « des gens de courage » qui fournissent « un magnifique effort, très dur ». Il se montre très louangeur envers le principal champion français du moment, Bernard Hinault, qu'il qualifie d'« homme de courage » et « de talent », « toujours capable de se surpasser ». **Il pointe la différence** entre une équipe cycliste, où « chacun joue sa chance, au début du moins » et un gouvernement, où « c'est plus compliqué » (!).

Le second représentant du PS élu à la tête de l'État sous la V^e République, François Hollande, érige la visite au Tour de France au rang de rituel, assistant chaque année à une de ses étapes. En 2012, il choisit opportunément l'arrivée de la 18^e étape à Brive, en Corrèze, son ancien département d'élection. Il se rend ensuite à Bagnères-de-Bigorre en 2013, où il suit l'étape dans la voiture du directeur du Tour Christian Prudhomme. Il s'efforce alors de défendre l'épreuve contre les soupçons de fraude : **il déclare** en effet « croire que le Tour est propre », alors que cette édition du centenaire avait été précédée d'une polémique sur le dopage. François Hollande insiste sur les efforts fournis par les instances cyclistes mais aussi par l'État et estime que « le cyclisme a payé un très lourd tribut par rapport à ce qui était demandé à des coureurs pendant une période, à ce qu'on leur a fait ingurgiter ». Deux ans plus tard, alors que les difficultés se sont accumulées sur le quinquennat, le président de la République se livre en marge de sa visite au Tour de France à un échange avec des adolescents en colonie de vacances. Fidèle à sa réputation, François Hollande plaisante avec eux sur leurs éventuelles ambitions politiques, indiquant qu'« il y a un problème de débouché, il n'y a pas de Pôle Emploi des présidents », même si « certains sont inscrits depuis un certain temps », lance-t-il en guise de pique à ses adversaires. Comme François Mitterrand avant lui, le président de la République souligne que le Tour de France est « un travail d'équipe » et ajoute : « On ne peut pas réussir tout seul, c'est impossible, ça ne vaut pour aucune équipe, ça ne vaut pas pour un pays. » François Hollande commente de manière tout aussi convenue que la Grande boucle constitue « toujours une découverte de paysages ». **Il admet** en revanche qu'il « préfère le football » au vélo et confond d'ailleurs les expressions propres à des sports aussi différents que le cyclisme et le rugby, en l'occurrence la cuillère de bois (qui est décernée dans le Tournoi des six nations) et la lanterne rouge (qui désigne le dernier coureur du classement général).

Conclusion

Le regard porté par les socialistes sur le Tour de France illustre leur isomorphisme croissant à la société française et révèle les mutations engendrées par la présidentialisation et la médiatisation du régime institutionnel, autant que par les refondations successives du tournant des années 1970, d'Alfortville à Épinay-sur-Seine. Longtemps, des années 1930 aux années 1980, les socialistes répugnent à accepter le principe même de la compétition, préférant récompenser les malchanceux comme en 1947. Ils se singularisent dans leur appréhension de la Grande boucle par un accent porté sur les conditions d'exercice du cyclisme – considéré comme un métier dont il convient de défendre les travailleurs – et une critique acerbe – et volontiers condescendante – du spectacle envisagé comme préjudiciable aux préoccupations sociales et politiques des citoyens. Cette attitude est battue en brèche à partir de leur accès à l'Élysée, où les présidents Mitterrand et Hollande apparaissent peu soucieux de proposer une lecture politique d'un événement sportif dont ils essaient – avec plus ou moins de réussite – de tirer profit pour soigner leur image de dirigeants proches du peuple. L'heure n'est plus à la critique d'Henri Desgrange ou à la proposition d'un Tour alternatif comme durant l'entre-deux-guerres. Ce constat participe d'une évolution plus globale : la culture politique socialiste s'est diluée jusqu'à perdre une grande part de ses repères et de son originalité. Cette mutation lui permet d'être plus en phase avec les passions françaises mais pose également le problème du positionnement politique des socialistes. La résolution de celui-ci dépasse toutefois le seul examen de leur rapport avec le Tour de France, dont l'intérêt excède néanmoins, on le voit, le cercle des passionnés de cyclisme.

Dans les médias :

« La gauche dans la roue du tour », Abel Mestre et Adrien Pécout (*Le Monde*, 8 juillet 2017)